

Un récent sondage nous apprend qu'un Français sur trois souhaite la démission de l'actuel président de la République pour provoquer une présidentielle anticipée.

Plusieurs remarques s'imposent: tout d'abord, l'Opinion publique semble bien versatile et pratique un "zapping" politique peu favorable à toute politique de continuité. Ainsi, l'électeur-sondé se comporte en "consommateur de l'immédiat" et, au lieu d'une réflexion politique, semble se contenter d'un réflexe du type "j'aime plus, je jette...". Il n'est pas certain que cela soit un signe de bonne santé de notre République. Doit-on rappeler qu'en 2002, en des circonstances inédites, M. Chirac a été démocratiquement élu avec 82 % des suffrages exprimés (quelle que soient les motivations et les origines fort diverses de ce vote, en démocratie seul le résultat compte: celui qui a la majorité absolue au 2nd tour l'emporte); en 2003, lors de l'affrontement France-Etats-Unis à l'ONU à propos de l'Irak, des sondages accordaient plus de 90 % d'opinions favorables au Président de la République; mais dès 2004, les élections régionales apparaissaient comme le contre-pied des élections et des sondages des deux années précédentes... Peut-on bâtir une politique (et une stratégie) sur le long terme et indépendante dans un système où l'Opinion peut défaire ou contredire ce qu'elle a fait ou affirmé les mois précédents ?

Autre remarque : le "sondage universel" sape les fondements mêmes du suffrage universel, mais aussi et surtout les bases et la légitimité de l'Etat: qu'il soit aujourd'hui républicain ne m'empêche pas de penser que cette sape sondagière est dangereuse et joue un rôle dans la discréditation de la politique au profit de ceux qui ne souhaitent que l'impuissance du Politique et l'effacement de l'Etat, c'est-à-dire les Grandes féodalités économiques et financières.

Le sort personnel de M. Chirac ne me préoccupe guère, et il n'est qu'un "homme de passage" dont le bilan sera fort mitigé et, dans certains domaines, fort négatif. Mais, le sort de l'Etat, lui,

m'occupe et me préoccupe : il ne faudrait pas, qu'au nom de l'opposition à l'actuel locataire de l'Elysée on jette le bébé avec l'eau du bain...

Défenseur de l'Etat, je souhaite qu'il renoue, en sa magistrature suprême, avec la durée et la continuité qui permettent une politique de long terme, nécessaire pour relever les grands défis contemporains et à venir. D'où mon attachement à l'instauration d'une nouvelle Monarchie française, "héréditaire et successible". Non pour figer le débat ou la pratique politiques, mais pour leur rendre une plus grande visibilité et efficacité.